

ETUDE HISTORIQUE

Qui étaient les Français libres ?

par François BROCHE

Jean-François Muracciole, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paul-Valéry de Montpellier, spécialiste de la Résistance et de la France Libre, est parti d'un constat : si l'historiographie de la Résistance intérieure n'a cessé, depuis soixante ans, de se préciser, celle de toutes les autres formes de résistance, notamment des Forces françaises libres, était curieusement en passe d'être oubliée

Longtemps, dans l'imaginaire des Français, la notion de « résistance » s'est identifiée à la seule résistance *intérieure* à l'occupation allemande du territoire national et à ses auxiliaires français œuvrant en zone Sud (dite « non occupée » jusqu'en novembre 1942), sous l'autorité du maréchal Pétain, dans le cadre de « l'Etat français », qui avait succédé à la III^e République, ou en zone Nord, dans le cadre des mouvements collaborationnistes directement inféodés à l'occupant.

Bien sûr, d'autres Français, outre-mer et à l'étranger, avaient pris position contre l'occupation et contre toute forme de collaboration avec l'occupant et s'étaient prononcés pour la poursuite de la lutte aux côtés des Britanniques. Certains avaient même repris les armes, dans les rangs des armées anglaises, en majorité des « coloniaux », encadrés par des officiers qui avaient répondu à l'appel lancé à Londres par l'ancien sous-secrétaire d'Etat à la Guerre de Paul Reynaud, que Winston Churchill avait reconnu, dès le 28 juin 1940, comme « le chef de tous les Français, où qu'ils se trouvent ». Mais ces « aventuriers du patriotisme » se battaient à visage découvert, sous l'uniforme britannique, avec du matériel et des armes britanniques, sur des champs de bataille excentriques, où ne se déroulaient que des combats secondaires, alors que les résistants « de l'intérieur » se battaient clandestinement, sans trêve, soumis à une répression de plus en plus féroce.

1.- Capitaine Jean-Noël Vincent, « Les aventuriers du patriotisme, ou de l'origine, du recrutement, des motivations des Forces françaises libres », communication présentée dans le cadre du 103^{ème} congrès national des Sociétés savantes, Metz-Nancy, avril 1978.

D'emblée pourtant, dès le 18 juin 1940, de Gaulle avait proclamé : « Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre ». Cinq mois plus tard, il avait clairement fixé leur mission à tous ceux qui avaient répondu à son appel : « Nous-mêmes, les Français libres, nous avons le glorieux devoir et la suprême dignité d'être l'âme de la résistance nationale » (discours à la BBC, 29 novembre 1940). Dans son esprit, de toute évidence, il ne pouvait y avoir qu'une seule résistance, dont il revendiquait la direction puisque, face à l'autorité de fait dite « gouvernement de Vichy », qui avait accepté la défaite, signé l'armistice et était entrée dans la voie de la collaboration, il était le seul à incarner « la vraie France ».

Les hommes, les événements et l'historiographie en décidèrent autrement.

Dans sa nouvelle et magistrale étude, Jean-François Muracciole, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paul-Valéry de Montpellier, spécialiste de la Résistance et de la France Libre (auxquels il a consacré deux précieux « Que sais-je ? », qui complètent ceux qu'Henri Michel avait autrefois publiés sur les mêmes sujets), part d'un constat : si l'historiographie de la Résistance intérieure n'a cessé, depuis soixante ans, de se préciser, de s'enrichir, de s'approfondir, celle de toutes les autres formes de résistance, notamment des Forces françaises libres, était curieusement négligée, occultée, en passe d'être oubliée : « Il y aurait beaucoup à dire sur le repli de l'historiographie de la Résistance sur la "seule France", remarque-t-il, repli d'autant plus curieux qu'en termes stricts de sources, il est plus facile de travailler sur la France Libre ou les FFL que sur tel ou tel maquis ou réseau de résistance ». Pour expliquer ce « repli », il avance plusieurs causes, à commencer par une trop longue fermeture des archives (celles du BCRA notamment), une réaction à la volonté prêtée au général de Gaulle de faire de la Résistance intérieure un simple appendice de la France Libre, et même l'influence d'une envahissante historiographie de Vichy.

Une historiographie rééquilibrée mais encore insuffisante

Fort heureusement, depuis la monumentale histoire de la France Libre de Jean-Louis Crémieux-Brilhac (Gallimard, 1996), une série d'études et d'initiatives ont rééquilibré l'historiographie en faveur de la France Libre. L'auteur cite, entre autres, deux volumes de la prestigieuse collection « Bouquins », chez Robert Laffont : le *Dictionnaire historique de la Résistance*, sous-titré : « Résistance intérieure et France Libre », dirigé par François Marcot (2006), et *Français en Résistance, carnets de guerre, correspondances, journaux personnels*, établis et présentés par Guillaume Piketty². Il aurait pu citer, pour rester dans la même collection, le *Dictionnaire de Gaulle*, dirigé

2- Voir *Espoir*, n° 158, automne 2009.

par Claire Andrieu (fille du grand résistant André Postel-Vinay, Compagnon de la Libération), Philippe Brault et Guillaume Piketty (2006), et le *Dictionnaire de la France Libre*, que nous avons dirigé ensemble, à paraître en juin prochain. Il cite également la thèse de Sébastien Albertelli sur le BCRA³, ainsi que les travaux d'Aurélié Luneau et François Kersaudy sur la politique radiophonique de la France Libre et sur les relations avec la Grande-Bretagne, mais déplore l'existence d'« immenses zones d'ombre », dont la liste est encore longue : l'évolution des idées de la France Libre, le travail des commissions d'étude, la connaissance de sa législation, l'analyse des ralliements des territoires, l'étude du Conseil de défense de l'Empire ou des comités France Libre, le financement de la France Libre, la gestion des territoires ralliés... En outre, plusieurs grands acteurs n'ont pas encore trouvé de biographes : il cite Rémy, Muselier et Eboué, qui n'ont, il est vrai, fait l'objet que d'études rapides⁴ ; il pourrait également citer Larminat, Koenig et Thierry d'Argenlieu⁵.

Selon Muracciole, le bilan est encore plus mince dans le domaine militaire, si l'on excepte l'ouvrage de référence d'André-Paul Comor sur la 13^{ème} DBLE (*L'Épopée de la 13^{ème} Demi-brigade de Légion étrangère, 1940-1945*, Nouvelles Editions latines, 1988) : « Alors que le moindre maquis a son historien et que la plus infime manifestation de ménagères a trouvé son analyste sourcilieux, remarque Muracciole, il est saisissant de constater que ni la 1^{ère} division française libre, ni la 2^{ème} division blindée – 30 000 combattants à elles deux – n'ont suscité de vocation doctorale ces vingt dernières années⁶ ». Des unités FFL ont certes fait l'objet de monographies, mais, à l'exception des SAS⁷, beaucoup restent mal connues : c'est le cas des FAFL,

3.- Voir *Espoir*, n° 157, juin 2009.

4.- Voir les ouvrages de Guy Perrier (*Rémy, l'agent secret n° 1 de la France Libre*, Perrin, 2001) et Renaud Muselier, petit-fils et hagiographe de l'amiral (*L'Amiral Muselier, le créateur de la Croix de Lorraine*, Perrin, 2000). De son côté, Félix Eboué a fait l'objet de nombreux ouvrages, dont le plus récent est celui d'Albert M'Paka (*L'Harmattan*, 2008) ; à signaler également : *Eboué, soixante ans après*, actes du colloque organisé à Paris en 2004, sous la direction de Josette Rivallain et Hélène d'Almeida-Topor, publications de la SFHOM, 2008.

5.- Sur Larminat, la seule source sérieuse existante est le Cahier de la Fondation Charles de Gaulle, dirigé par Philippe Oulmont (*Larminat, un fidèle hors série*, Paroix, éditions LBM, 2008). Sur Koenig, il n'existe qu'une seule et mince biographie due à Louis-Gabriel Robinet (Koenig, un chevalier, France-Empire, 1973). Sur Thierry d'Argenlieu, Thomas Vaisset, agrégé d'histoire, chargé de recherches au département Marine du SHD, prépare une thèse, sous la direction de Philippe Levillain.

6.- Les ouvrages du général Yves Gras (*La 1^{ère} DFL, les Français libres au combat*, Presses de la Cité, 1983) et d'Erwan Bergot (*La 2^{ème} DB*, Presses de la Cité, 1980) n'en ont que plus de prix.

7.- Les SAS français ont été étudiés par l'historien autodidacte David Portier (*Les Parachutistes SAS de la France Libre, 1940-1945*, auto-édition, 2004) et par Fanny Pascual, qui a soutenu sa thèse de doctorat à l'Université Paul-Valéry de Montpellier en 2007 (*La Brigade du "Special Air Service" pendant la Seconde Guerre mondiale : institutions, individus et mythe*).

des FNFL, des services de santé et de la marine marchande. En outre, ces ouvrages relèvent, selon Muracciole, d'une « histoire militaire très traditionnelle, qui plus est parfois hagiographique ou anecdotique ». Quelques « belles biographies »⁸ existent, mais elles relèvent d'une historiographie « par le haut » qui n'épuise pas le champ de la connaissance. Alors que l'histoire militaire a connu, depuis une vingtaine d'années, un profond renouvellement (voyez celle de la Grande Guerre), conclut Muracciole, l'histoire de la France Libre demeure, selon lui, « largement à écrire ».

Beaucoup plus grave encore : si la France Libre est, malgré toutes ces lacunes, relativement connue, les Français libres, en revanche, demeurent pratiquement inconnus. La seule étude disponible, mentionnée ci-dessus remonte à 1983⁹ : « Pour le reste, tout ou presque demeure en chantier : les conditions et les motivations d'engagement de ces hommes et de ces femmes, leur vie en unité, leur univers matériel et moral, leur degré de politisation, leurs relations avec les populations de l'Empire ou avec les soldats alliés, leurs souffrances, leurs joies, leurs peines, leurs distractions, leurs liens avec la France et leur famille, leur vie après la guerre, l'élaboration et la transmission de leur mémoire collective. »

Aussi Muracciole a-t-il entrepris en 2000 une grande enquête auprès des survivants de cette magnifique aventure, auxquels il a adressé un questionnaire détaillé, avec l'aide de Christine Levisse-Touzé, spécialiste de l'Afrique du Nord pendant la guerre et directrice du Mémorial Leclerc et du musée Jean Moulin à Paris-Montparnasse, de Georges Caïtucoli, ancien SAS, secrétaire général de la Fondation de la France Libre, lui-même très soucieux de ne pas laisser sombrer dans l'oubli les Français libres et leur épopée, d'Henri Ecochard, ancien de la 1^{re} DFL et du Régiment de marche des spahis marocains (RMSM), auteur d'un extraordinaire travail de recension de ses camarades, des services de l'ONAC et aussi de ce qu'il appelle « la chaîne du bouche à oreille ».

Le point de départ était constitué de quelques questions simples : qui étaient ces jeunes volontaires ? par quel cheminement ont-ils été amenés à rompre avec leur existence et à rejoindre les FFL ? quelle était leur vie quotidienne au sein de leur unité ? comment ont-ils vécu, de l'intérieur, l'épopée des FFL ? étaient-ils les mêmes à la Libération ? Au fil des mois une véritable sociologie historique des Français libres fondée sur une base de données d'environ 4000 individus, se décomposant comme suit : 900 survivants interrogés directement ; 1900 témoignages de veuves ou de descendants ;

8.- Jean-François Muracciole cite la biographie de Leclerc par André Martel (Albin Michel, 1998). Il oublie celles du général Jean Compagnon (*Leclerc, maréchal de France*, Flammarion, 1994) et de Jean-Christophe Notin (*Leclerc*, Perrin, 2005).

9.- Jean-Noël Vincent, *Les Forces françaises libres en Afrique, 1940-1943*, SHAT, 1983.

800 parcours reconstitués à partir des archives ; enfin quelque 300 SAS et 150 volontaires féminines, ayant été spécifiquement étudiés par Fanny Pascual et par Fabrice Marti.

Cette sociologie s'est édifiée autour de trois axes : qui est Français libre ? combien y a-t-il eu de Français libres ? comment utiliser les sources existantes, à commencer par les témoignages ?

Qui est Français libre ?

Juridiquement, la qualité de Français libre a fait l'objet d'une définition précise par une instruction du ministère des Armées du 29 juillet 1953. Quatre catégories ont été reconnues : 1) les militaires ayant fait partie des FFL entre le 18 juin 1940 et le 31 juillet 1943¹⁰ ; 2) les agents P1 et P2¹¹ ayant appartenu à des réseaux affiliés au Comité national français avant le 31 juillet 1943 ; 3) les évadés de France ayant rejoint une unité ex-FFL « même après le 31 juillet 1943 pour ces cas de force majeure tels que l'incarcération consécutive à leur évasion » ; 4) les personnes blessées ou ayant trouvé la mort avant le 31 juillet 1943 en tentant de rejoindre les FFL ou celles qui ont rejoint les FFL avant cette date, mais sans avoir régularisé cet engagement (pour ces dernières, qui parfois n'ont pas combattu, en raison de leur arrestation¹² ou de leur mort prématurée¹³, seule l'intention de rallier la France Libre est prise en compte).

Cependant, pour l'historien, les choses ne sont pas toujours aussi claires. S'il est relativement aisé de définir un résistant de l'intérieur (sur la base d'une action dans un cadre collectif, de l'intention de nuire à l'ennemi et de la conscience de servir un objectif commun), un résistant de l'extérieur peut tout aussi bien être un planton, une dactylo ou un chef de service civil. En revanche, les Français d'AFN ou de Corse mobilisés après juillet 1943, les membres de l'ex-armée d'Afrique intégrés à la 2^{ème} DB¹⁴ (constituée en septembre 1943 au Maroc) et de l'ex-armée de l'Air d'AFN affectés au

10.- Cette date butoir correspond à la fusion de l'armée d'Afrique, commandée par le général Giraud, successeur de l'amiral Darlan à Alger, et des Forces françaises libres, au sein d'une nouvelle armée française.

11.- Les P1 apportaient une aide régulière à la Résistance, tout en conservant leur activité professionnelle ; les P2 avaient signé un engagement militaire permanent.

12.- Cas d'Edmond Louveau, administrateur des colonies en Haute-Volta, rallié à la France Libre dès juin 1940, arrêté en août suivant, condamné à 20 ans de prison et incarcéré à Gannat. Le 4 mai 1944, le général de Gaulle le reconnaît comme un Compagnon de la Libération.

13.- Cas du capitaine Jacques de Vendevre, abattu avec trois de ses camarades le 30 juin 1940, alors qu'il tentait de se poser à Gibraltar à bord d'un avion détourné sur la base marocaine de Berechid. Le 13 mai 1941, le général de Gaulle reconnaît les quatre hommes comme des Compagnons de la Libération.

14.- Jean-François Muracciole rappelle qu'au sein de la division Leclerc, les Français libres étaient largement minoritaires.

groupe Normandie-Niemen, ainsi que les engagés volontaires métropolitains de 1944 ne peuvent pas être considérés comme des Français libres, alors même qu'ils se battent dans des unités emblématiques de la France Libre. Toutefois, ce formalisme n'empêche pas les nouveaux venus, dont la plupart ignore probablement la signification de la date butoir du 31 juillet 1943 de se considérer comme des Français libres à part entière : l'objectif principal commun n'est-il pas de prendre part à la libération du territoire national ?

Trois catégories de combattants posent à l'historien un problème encore plus ardu :

1 - Les agents du BCRA en France (environ 5800 personnes) sont-ils de l'intérieur ou de l'extérieur ? En principe, ce sont des Français libres envoyés par Londres, mais l'auteur ne souhaite pas les intégrer à son étude car leur univers renvoie davantage à la Résistance intérieure qu'à la France Libre proprement dite. Cela dit, il fait une exception pour les agents engagés avant le 31 juillet 1943, qui ont transité par Londres ou par Alger, manifestant ainsi leur intention de quitter l'Hexagone : « Outre le fait qu'il aurait été absurde de ne pas considérer comme Français libres des hommes comme le colonel Rémy, Jack Mansion ou Pierre Fourcaud, explique-t-il, ces résistants répondent au critère de départ de ce livre : l'engagement volontaire hors de France avant le 31 juillet 1943. »

2 - Les tirailleurs africains, « authentiques Français libres et faux engagés volontaires » : ils sont en effet généralement déjà engagés dans une unité coloniale, ce sont en réalité des militaires de carrière, qui obéissent à leurs officiers européens. Ce n'est certes pas le cas des gens du Pacifique, tous volontaires levés par un certain capitaine Félix Broche, formant le célèbre bataillon du Pacifique, qui se couvrirait de gloire à Bir Hakeim (avant de fusionner avec le Bataillon d'infanterie de marine au sein du BIMP). Mais Muracciole les exclut de cette étude, comme il exclut les engagés des Comptoirs français de l'Inde, pour une raison qui, à vrai dire, n'apparaît pas très évidente : il évoque en effet les « pesanteurs culturelles » de la colonisation et le fait que « leur présence massive aurait conduit à diluer l'engagement des uns et des autres ». En revanche, il intègre les Réunionnais, les Guyanais et les Antillais pour deux raisons : il est impossible, aux Antilles, de répertorier les Noirs, les créoles, les métis à la seule lecture des archives ou des fiches d'engagement (ce qui n'est pas le cas pour les Africains, les Pacifiens ou les Indiens) ; et surtout il s'agit de citoyens français, sans lien avec le métier des armes : « On peut donc estimer que leur engagement dans les FFL a revêtu un caractère de liberté et d'intention bien plus grand que celui des tirailleurs africains. » A ceux – dont je suis – qui ne seraient pas entièrement convaincus par l'argumentation, Muracciole

promet un second volume entièrement consacré aux soldats coloniaux de la France Libre.

3 – Les membres des comités France Libre aux quatre coins du monde : ils étaient environ 300 à l'été 1942, rassemblant 3000 membres, auxquels était dévolu un très important rôle de propagande en faveur du mouvement, notamment par des journaux, des collectes de fonds, des unités de soins, l'accueil de familles expatriées. On peut y joindre les sympathisants français et étrangers, très actifs aux Etats-Unis et en Amérique latine. Ces personnes qui soutinrent très activement l'action du général de Gaulle peuvent-elles être considérées comme des Français libres ? Beaucoup d'entre eux étaient des intellectuels, des artistes, des universitaires, qui ont poursuivi leurs travaux dans des conditions matérielles généralement favorables. Malgré la sympathie qu'ils suscitent, il est évidemment difficile de les assimiler à des combattants ayant souscrit un engagement dans les FFL pour la durée de la guerre.

Combien de Français libres ?

En apparence, il devrait être facile de l'établir : les FFL étaient une armée régulière (sauf aux yeux de Vichy, bien sûr), avec des tableaux d'effectifs tenus à jour. En réalité, les choses sont beaucoup plus compliquées, en raison de l'absence des distinctions qui viennent d'être passées en revue dans les statistiques militaires. Un exemple : la DFL comptait 6855 hommes à l'automne 1942, mais combien de citoyens français, combien de tirailleurs africains, combien de sujets d'autres territoires de l'Empire ? Les statistiques ne le précisent pas.

Muracciole rappelle qu'en 1945, l'Association des Français libres a hérité du fichier général des engagés dans les FFL, complété au début des années 50 par le général de Larminat – qui la présida jusqu'à sa mort, en 1962 – et par son adjoint, le commandant Albert Eggenspiller. Ce fichier fut ensuite versé au Service historique de l'armée, où le commandant Philippe Etchegoyen classa ces archives, rédigea une première histoire des FFL et enfin proposa une première estimation chiffrée, qui fit longtemps autorité : 50.878 hommes en activité au 31 juillet 1943, auxquels il convenait d'ajouter 2000 tués et 1200 prisonniers, soit en tout 54.100 Français libres. Une double ventilation entre coloniaux (66 %), légionnaires (16 %) et Français de souche (18 %) et par armes (84 % pour l'armée de Terre, 9,5 % pour la Marine, 6,4 % pour l'Aviation) permettait d'affiner le profil général des FFL.

En se fondant sur un rapport de l'état-major général des FFL daté du 30 octobre 1942, Jean-Noël Vincent proposait des chiffres très différents : 61.670 combattants, dont 20.200 coloniaux et environ 20.000 hommes des « troupes spéciales du Levant ». Cependant, n'ayant pas signé d'engagement

et n'ayant pas combattu, ces derniers devaient être défalqués du total, qui s'élevait, en fin de compte, à 41.670 soldats à la date du rapport, auxquels, cette fois, il fallait ajouter environ 10.000 ralliés du printemps 1943, ce qui permettait d'aboutir à un total d'environ 50.000 hommes pour l'armée de Terre, auxquels il fallait ajouter 10.000 hommes de la Marine et de l'Aviation, soit un total général de 60 à 61.000 hommes. Muracciole cite également d'autres statistiques démentant les chiffres d'Etchegoyen : près de 80.000 hommes pour des sources anglaises ; 10.000 hommes pour la seule Marine, selon l'amiral Chaline et le commandant Santarelli (soit le double de l'estimation Etchegoyen).

Ces incertitudes ont persisté jusqu'à ce que soient connus les résultats de l'importante enquête conduite par Henri Ecochard, qui a entrepris à partir de 2000 un dépouillement complet de dizaines de milliers de fiches du Bureau Résistance du Service historique de la Défense : « Cette enquête fondamentale, même si on peut en discuter les résultats, estime Muracciole, conduit à réviser complètement les données existantes. » L'estimation globale d'Henri Ecochard (52.200 Français libres) est certes assez proche de celle d'Etchegoyen, mais elle est nettement inférieure à celle de Vincent. Si elle n'indique pas la nationalité et le statut politique des FFL, elle propose néanmoins une ventilation nouvelle : plus de Français de souche (38.300), plus de marins (plus de 12.000), moins de coloniaux et d'étrangers (environ 12.000) : « C'est un visage totalement nouveau de la France Libre qui apparaît ainsi, conclut Muracciole, nettement plus "français" et maritime. » Si les chiffres d'Etchegoyen lui paraissent « dépassés », en revanche ceux d'Ecochard lui semblent à la fois « irréfutables », dans la mesure où son estimation ne comprend que des Français libres authentiques, et « contestables », en raison des incertitudes qui demeurent sur le nombre réel des coloniaux. Le chiffre auquel Ecochard aboutit pour ces derniers (9100) est en effet nettement inférieur à celui figurant dans le rapport du 30 octobre 1942 (19.400, sans compter quelque 800 auxiliaires indigènes requis).

En tenant compte de toutes ces données, qui doivent être contrôlées et complétées, Muracciole tire la conclusion que le nombre total des Français libres, y compris les coloniaux, les réseaux du BCRA, les membres des comités France Libre, serait, à l'été 1943, d'environ 70.000 personnes. Je connais Henri Ecochard : depuis le début, il a su que son travail devait être sans cesse complété, révisé, enrichi. Devant les critiques, il a toujours fait preuve d'une exemplaire humilité, qui est celle des vrais chercheurs, et d'un désintéressement admirable. Mais, en bon Français libre, il croit à ce qu'il fait, il est tenace, et je serais très surpris qu'il ait dit son dernier mot...

La « querelle du témoin »

L'historien des Forces françaises libres dispose de sources « à la fois abondantes et décevantes » : les fonds du SHD à Vincennes, de la Légion à Aubagne, du Musée des Troupes de marine à Fréjus, du Musée de l'Ordre de la Libération, des services départementaux de l'ONAC, de la Fondation de la France Libre et de la Fondation Charles de Gaulle, ainsi que des innombrables musées locaux ou régionaux de la Résistance et de la Déportation.

Ces fonds doivent être complétés par le recours aux témoins : « Certes, reconnaît Muracciole, le témoignage n'est jamais qu'une représentation soumise aux déformations et aux occultations de la mémoire. [...] Ces limites peuvent toutefois être surmontées. » Le rôle de l'historien est, ici, essentiel : « Le sens critique doit demeurer en éveil quand un témoin expose un sentiment subjectif rétrospectif [...], sentiment qui a toute chance d'avoir été influencé par l'expérience vécue après la guerre et de révéler, en réalité, l'opinion du moment ou l'expression d'une mémoire collective à laquelle adhère le témoin. » Nul plus que Muracciole n'a conscience que le recours au témoignage présente des risques ; nul n'est plus armé que lui pour les assumer en pleine conscience, en vérifiant, en recoupant, en décryptant les récits collectés.

Ce corpus est-il représentatif ? En principe non, puisqu'il ne s'agit pas d'un échantillon scientifique, comparable à ceux qui sont établis par les modernes instituts de sondages. En fait, il paraît relativement fiable, au moins pour une raison convaincante : les résultats obtenus n'ont pas varié à partir du deux millièmes individu.

Faillite des élites ?

Sur ces bases, Jean-François Muracciole a divisé son livre en quatre parties : « En marge de la société française », « L'engagement », « Vie et mort du combattant », « Mémoires des Français libres ». Ce livre n'est pas une histoire des Français libres, mais une étude sociologique, qu'il faut lire, crayon en main, tant il réserve de découvertes et suscite de questions.

Un exemple entre cent : après avoir évoqué ceux qu'il appelle les « oubliés de la France Libre » (les femmes, les étrangers, les coloniaux) et analysé les origines familiales et géographiques de Français libres, il consacre un chapitre passionnant à la sociologie proprement dite de la France Libre, réservant au lecteur une surprise de taille : au sein de la France Libre, les milieux populaires et les classes moyennes sont sous-représentés, alors que les classes supérieures sont très nettement surreprésentées. Comme dans la Résistance intérieure, paysans, ouvriers, artisans, sont peu nombreux dans les FFL. Faut-il pour autant faire du thème de la « faillite des élites », si cher

au Général depuis 1940, un poncif du gaullisme de guerre, sans rapport avec la réalité ? C'est l'opinion de Muracciole, qui développe une solide démonstration, chiffrée et argumentée, mettant en évidence la forte présence des membres des dynasties bourgeoises et des « grandes familles » dans les FFL et leur solide niveau d'études : 51 % des jeunes engagés sont bacheliers ; plus de 36 % ont fait des études supérieures, dont 18,5 % sont passés par de grandes écoles, « pépinières de Français libres » (Saint-Cyr, Sciences Po, Navale et Polytechnique tenant la corde). « Les futures élites du pays, pour la plupart issues de la bourgeoisie du temps, plus qu'aucune autre catégorie sociale, écrit l'auteur, se sont donc engagées de façon massive dans les rangs de la Résistance, et plus particulièrement de son expression française libre. [...] Cet engagement massif des étudiants et des élèves des grandes écoles doit conduire à relativiser la plainte gaullienne relative à la faillite des élites. »

Cependant, ce constat est nuancé par une analyse de la représentation des groupes socioprofessionnels au sein des FFL. S'ils précèdent de beaucoup les travailleurs indépendants, les artisans et les commerçants (4,3 %) et les agriculteurs (2,1 %), les cadres supérieurs et professions libérales (14 %), les employés et les fonctionnaires (10,8 %), les ouvriers (10 %), sont largement devancés par les lycéens et les étudiants (23,2 %) et surtout par les militaires et les policiers (33,9 %). Ce constat met en évidence, selon Muracciole, un problème de fond qui s'est posé aux FFL : le manque de cadres moyens. « Cette carence, remarque-t-il, fut particulièrement préoccupante dans les armes les plus techniques comme la marine, l'aviation ou le génie. »

L'intérêt de l'ouvrage et son caractère tout à fait novateur ne réside pas seulement dans cette première approche sur les origines, mais dans une réflexion plus approfondie sur les motivations des deux générations de Français libres : celle de 1940 et celle de 1942-1943, tant en Grande-Bretagne, « carrefour de la France Libre » qu'au Levant et en Afrique, que l'auteur qualifie de « bases secondaires » car elles ne fournirent pas les gros bataillons des FFL, et surtout en Afrique du Nord, point de ralliement de troupes disparates : anciens de Vichy, évadés par l'Espagne, Corps franc d'Afrique, enfin giraudistes de l'armée d'Afrique. Ces derniers furent moins nombreux qu'on l'a parfois prétendu (1500 hommes, soit à peine 4,5 % de l'ensemble des effectifs FFL). Pourtant, comme l'indique l'auteur, « ces chemins tortueux une fois réunis finissent par former une artère relativement importante » : 7600 hommes, soit, cette fois, le quart de l'effectif global (coloniaux exclus).

Indifférence à la politique et ferveur patriotique

L'étude des déterminations politiques des FFL réserve d'autres surprises : si l'écrasante majorité des Français libres étaient faiblement politisés, bien qu'issus de milieux catholiques et patriotes, les minorités religieuses (juifs, protestants) étaient plutôt surreprésentées, surtout dans les organes directeurs, issues dans leur immense majorité de milieux aisés : « Judaïsme et protestantisme riment donc ici avec élitisme social », note l'auteur. L'engagement politique des Français libres a souvent fait l'objet de commentaires pas toujours fondés. Dans l'ensemble, il s'agit de combattants « indifférents aux enjeux politiques », mais viscéralement hostiles à la collaboration avec l'occupant (y compris parmi ceux venant de l'extrême-droite, comme Rémy, Daniel Cordier ou Roland de La Poype) et, non moins viscéralement, attachés à la personne du général de Gaulle (y compris parmi ceux venant de la gauche antifasciste, comme Brossolette, Capitant ou Etienne Schlumberger). Le choc de la défaite (plus que la guerre d'Espagne ou même la reculade de Munich) explique que beaucoup, tel l'intellectuel plutôt bohème André Zirnheld, futur héros des SAS au Moyen-Orient, se transforment du jour au lendemain en « chiens de guerre ». Une fois engagés dans la France Libre, ils continueront à se montrer indifférents aux affaires politiques. Pour autant, il est impossible de les qualifier d'apolitiques : « Le sens profond de leur combat, le refus de la défaite, écrit Muracciole, est parfaitement perçu, du général au 2^{ème} classe. On peut même dire qu'il constitue la base de l'identité française libre. » Il entraîne non seulement le rejet total de Vichy, mais celui du giraudisme, considéré comme une forme dérivée du régime honni.

On comprend ainsi beaucoup mieux pourquoi l'auteur se demande si la ferveur patriotique, invoquée par la plupart des anciens Français libres et confirmée par Jean-Louis Crémieux-Brilhac, suffit à expliquer l'engagement dans les FFL. Bien d'autres facteurs entrent en ligne de compte, qu'il regroupe sous la rubrique « Contingences et aléas » : « La spontanéité, le hasard, le poids des émotions, l'influence d'une éducation, autant de données pratiquement insaisissables pour l'historien, comptent sûrement plus que la froide pesée de la situation. Ces constatations n'enlèvent rien à la flamme patriotique du plus grand nombre des Français libres. Elles montrent simplement que l'engagement dans une cause militaire au péril de sa vie au sortir de l'adolescence relève d'une alchimie complexe, faite de convictions, d'émotions et d'aléas autant que de raisons. » Il souligne en particulier l'importance de l'environnement familial et des valeurs qui en découlent.

« Une formidable pépinière d'élites »

Muracciole consacre une partie entière de son ouvrage à la vie et à la mort des combattants FFL : sur l'expérience militaire, sur l'esprit FFL, sur le comportement des soldats, sur les distractions en temps de guerre, enfin sur la mortalité des Français libres, il apporte de très précieuses informations, tout en ayant conscience des limites de son entreprise : « L'historien doit ici faire feu de tout bois, concède-t-il : si le témoignage se révèle indispensable, on connaît aussi ses limites, ses pièges et ses déformations volontaires ou involontaires. Il faut donc corréler et confronter ses résultats aux fragments épars que la consultation des archives permet par ailleurs de reconstituer ».

Il ne se contente pas d'étudier les Français libres dans l'action, il les accompagne dans l'après-guerre, placée « sous le signe de la déception et de la désillusion ». La France de la Libération est un pays ruiné, ravagé, délabré, peuplé d'habitants qui n'ont d'yeux que pour les résistants de l'intérieur et pour les rescapés des camps et qui s'adonnent aux poisons de l'épuration sauvage, sévèrement jugée par une majorité de Français libres. Ceux-ci ont le sentiment de n'avoir pas été accueillis à bras ouverts, d'avoir été rejetés par une société où ils ont peiné à retrouver leur place. Cependant l'histoire se doit d'aller plus loin que ces impressions superficielles. L'étude serrée des faits impose une vision différente : l'analyse des trajectoires des Français libres après la guerre révèle de remarquables ascensions sociales ; l'investissement des sphères de commandement (Parlement, haute administration, culture, armée, complexe militaro-industriel, industrie) montre que les anciens FFL ont été « une formidable pépinière d'élites pour la France des Trente glorieuses » et qu'ils ont incontestablement favorisé le retour au pouvoir du Général en 1958.

Enfin, dans un dernier chapitre consacré aux différentes mémoires françaises libres, l'auteur constate que, s'il existe une mémoire commune très forte, des « sous-mémoires » ou « mémoires partielles » (marins, aviateurs, SAS) coexistent, parfois de manière conflictuelle : « Des origines sociales différentes, des expériences professionnelles diverses après la guerre, des engagements politiques ou associatifs divergents, en un mot des vies différentes expliquent que les anciens Français libres puissent se diviser, à l'image de l'ensemble des Français, sur nombre de sujets. » Cependant ils se retrouvent unis dans la conviction d'être « les grands oubliés » de l'histoire de la France contemporaine, en raison, selon eux, du refus systématique de l'Education nationale d'accorder à la France Libre toute sa place. Muracciole s'interroge sur l'absence de grandes œuvres littéraires ou cinématographiques : « Pourtant, remarque-t-il à juste titre, quel meilleur scénario que celui de la bataille de Bir Hakeim, dont aucun John Ford n'a su

faire un *Alamo* à la française ? » Interrogés sur les œuvres qui leur paraissent le mieux symboliser leur combat, les Français libres privilégient les *Mémoires de guerre* (21,1 %), mais s'éparpillent entre plusieurs films (*La Bataille du rail*, *Le Jour le plus long*, *L'Armée des ombres*, *Paris brûle-t-il ?*, *Un Taxi pour Tobrouk*, *Le Silence de la mer*, *Le Bataillon du ciel*, *Il faut sauver le soldat Ryan*) et divers livres (ceux de Rémy et d'Amouroux, *La France Libre* de Jean-Louis Crémieux-Brilhac et *La 1^{re} DFL* d'Yves Gras, précédant les souvenirs du général de Larminat, d'Yves Guéna, de Jacques Baumel, de Pierre Lefranc, du général Saint-Hillier et du général de Boissieu).

Après avoir rappelé que les Français libres constituent un « univers bigarré » et que la mémoire nationale a préféré retenir comme héros légendaires du XX^{ème} siècle les poilus de la Grande Guerre et les résistants de la Seconde Guerre, Jean-François Muracciole conclut son passionnant ouvrage sur ce très subtil paradoxe : « Leur appellation, d'apparence si noble, est en fait culpabilisante et presque provocatrice pour des millions de Français soumis à l'occupation : auraient-ils été les seuls, durant ces années troubles, à avoir été à la fois Français et libres ? » A chacun sa réponse...

Un dernier point : énumérant dans sa conclusion les possibles Français libres « panthéonisables », Jean-François Muracciole cite, en vrac, Leclerc, Amilakvari, Scamaroni, d'Estienne d'Orves, Gabriel Péri, le général Delestraint, Gilbert Dru et Pierre Brossolette. Rien à redire à cette liste, qui n'est sûrement pas limitative (encore que, à ma connaissance, ni Dru ni Péri ne sont des Français libres *stricto sensu*). En revanche, y adjoindre Guy Môquet ne peut que susciter les plus expresses réserves. Si ce malheureux garçon, l'un des 27 otages fusillés à Châteaubriant en octobre 1941, fut bien un martyr de l'occupation allemande, il n'avait été en aucun cas un résistant, comme l'ont récemment rappelé les auteurs d'une remarquable « enquête sur une mystification officielle ¹⁵ ».

Jean-François Muracciole, *Les Français libres, l'autre Résistance*, Tallandier, 2009, 425 pages, 25 euros.

15- Jean-Marc Berlière, Franck Liaigre, *L'affaire Guy Môquet, enquête sur une mystification officielle*, Larousse, octobre 2009. « On a cru commémorer la Résistance, écrivent les auteurs, en honorant un jeune homme qui, loin de combattre l'occupant, a distribué des journaux qui véhiculaient des propos et des valeurs aux antipodes de la liberté, de la démocratie, du patriotisme qu'on a voulu célébrer en 2007. »